

IL ÉTAIT UNE FOIS...

FRANCE 1918 : LA DÉMOBILISATION DES FEMMES

Hiver 1918-1919, des centaines de milliers d'ouvrières sont virées. Pour laisser la place aux hommes survivants et, surtout, pour reconvertir, à moindre coût, les usines à une économie de paix.

MESDAMES, IL EST TEMPS DE RENTRER AU FOYER!

La fin de la Première Guerre mondiale, quoique longtemps attendue en France, a ouvert une période de transition économique et sociale qui s'annonçait longue et difficile. La démobilisation militaire ne s'amorça pas avant l'automne 1919 et ne s'acheva qu'au printemps 1920. La démobilisation de la main-d'œuvre féminine travaillant dans les usines de guerre, en revanche, fut abrupte, voire brutale. Entre novembre 1918 et mars 1919, des centaines de milliers d'ouvrières – celles qui ont maintenu la vie économique à l'arrière pendant quatre années – furent jetées brusquement sur le pavé, la plupart sans la moindre compensation de départ. Dans un contexte économique très incertain, où les employeurs étaient plutôt pessimistes quant à la capacité de l'économie de paix à résorber toute la main-d'œuvre mobilisée pendant la guerre, la majorité de ces femmes allaient chômer pendant plusieurs mois avant de retrouver un em- »

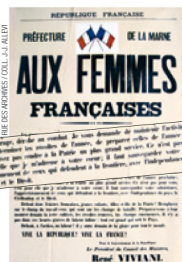


« J'ai trimé pendant la guerre. Licenciée en janvier, c'est la grande misère. Je mange juste du pain avec mon enfant, attendant qu'on veuille bien me rendre mon mari. »

M^{me} MARTIN, en avril 1919

Usine Schneider du Creusot. Fabrication et vérification par les femmes de gânes d'outils explosifs.

IL ÉTAIT UNE FOIS... 1918-1919, LA DÉMOBILISATION DES FEMMES



Dès l'été 1914 et le début de la guerre, les femmes sont mises à contribution. Le président du conseil René Viviani les exhorte à remplacer les hommes aux champs pour finir la moisson.



» ploï. Comme leurs soutiens masculins croussaient toujours dans les casernes, elles se retrouvent seules à subvenir aux besoins de leurs familles pendant les dix à douze mois exténuants qui suivirent l'armistice.

Leur situation fut empiéree par la tendance des journalistes à transformer la figure courageuse de la « munitionnette », célébrée auparavant pour son sacrifice patriotique dans la production des armes, en une figure égoïste qui refuse de renoncer à son poste quand la fin de la guerre se profile. Désormais, l'heure était au retour à la vie « normale », où la normalité fut définie par le rétablissement des divisions familiales de l'avant-guerre : le foyer et les industries féminines (textile, vêtement) pour les femmes, la métallurgie et autres travaux de force pour les hommes. Mais les dirigeants français n'étaient plus convaincus de la bonne volonté des ouvrières, désormais soupçonnées d'être motivées uniquement par l'argent : « Elles ont pris l'habitude des travaux d'usine », estime le commissaire divisionnaire de la 6^e circonscription (Paris), quelques jours avant l'armistice. « Bien peu ont réalisé des économies, toutes ont contracté le goût de la dépense. Le retour aux anciennes mœurs et le reclassement de ces ouvrières seront extrêmement laborieux (et) il n'est point téméraire d'avancer que, dans ces milieux, l'impatience d'une paix rapide n'est pas aussi vive qu'on l'aurait pu croire naguère encore. »

En effet, la présumée « aptitude au gain » des ouvrières et la crainte de leur éventuel refus de revenir aux « anciennes mœurs » devinrent des lieux communs à partir des années 1918-1919 : « Elles se passent facilement de leurs maris et, aussitôt la guerre terminée, nombreux seront les divorces et les drames », prédit un autre commissaire de police, soucieux de l'impact de l'économie de guerre sur la hiérarchie hommes-femmes, pierre de touche de la famille et, par conséquent, de tout l'ordre social. « La femme qui a suppléé l'homme avantageusement dans tous les emplois ne supportera plus ses réprimandes et ses conseils. » La reconfiguration soudaine de la « munitionnette » en femme assoiffée d'argent créa une atmosphère qui allait rendre encore plus brutale la démobilité de cette main-d'œuvre, censée s'effacer devant la nécessité de restaurer l'ordre qui prévalait avant 1914.

Pourtant, l'entrée massive des femmes dans les industries de guerre après 1914 avait coïncidé avec une transformation profonde dans l'organisation technique du travail, afin de passer à la production des armes en masse par la mécanisation de nombreux processus dans le cadre d'une production en longues séries. Après quatre ans d'une guerre meurtrière qui a produit un déficit en hommes d'environ 10 %, les employeurs se montrèrent de plus en plus sensibles à la capacité présumée « innée » de la femme à ac-



IL ÉTAIT UNE FOIS...

complir plus vite les tâches délicates et/ou répétitives : « Partout où la force physique de la femme et ses caractéristiques physiologiques le permettront, il y aura avantage à substituer l'ouvrière à l'ouvrier et à réserver à ce dernier des besognes plus rudes », déclare le directeur de l'Arsenal de Puteaux (et futur directeur des pneus Michelin), Émile Hourst.

Au lieu de revenir à l'ordre industriel de l'avant-guerre, donc, les industries mécaniques, auparavant masculines, allaient finir par devenir mixtes, organisées selon une nouvelle division sexuée du travail, née de l'expérience de la guerre. Mais cela ne s'amorça pas avant 1920. Entre l'armistice et la reprise industrielle intervint le licenciement brutal des « munitionnettes », en 1918-1919, ce qui suscita une rupture avec les conditions de travail, et de salaire, qu'elles connurent durant la guerre. Pour la plupart des ouvrières, cette période de chômage impliquait dix, voire douze mois de misère, créant une situation propice à leur reclassement vers le bas lors de leur réembauche à partir de l'automne 1919.

En outre, les politiques qui président à la démobilité féminine furent influencées par deux peurs sociales qui façonnèrent puissamment les discours et les pratiques des employeurs dans l'immédiat après-guerre. D'abord, la forte poussée nataliste à la suite d'une guerre funeste qui a détruit une bonne partie de la jeune génération masculine. Puis, le spectre du péril révolutionnaire qui hantait les dirigeants français. La première pouvait être résolue par la mise en place d'installations sociales susceptibles de concilier travail féminin et maternité – crèches et salles d'allaitement, infirmeries et surintendances d'usine. Mais la seconde

créa un fort sentiment de danger social renforcé par la montée des grèves sur le front intérieur à partir de 1917. Avec un quart de la France envahie, une situation économique catastrophique, le rationnement et la flambée des prix, les émeutes du pain se multiplièrent et la trêve de l'Union sacrée s'effondra. Ce sont les ouvrières qui déclenchèrent les premières grandes grèves à Paris, d'abord les 10 000 « midinettes » en avril-mai 1917, puis des dizaines de milliers de « munitionnettes » qui investirent les rues fin mai. Durant la première quinzaine de juin, la foule, quelque 42 000 grévistes, parcourut la ville en vastes cortèges criant : « À bas la guerre ! Nous voulons nos poilus ! » Au même moment, la vague révolutionnaire renversa des régimes à l'Est. Dans les deux

cas, les foules révolutionnaires foisonnèrent de femmes qui demandaient du pain, des hausses de salaire, le retour de leurs maris du front, alimentant la conviction des dirigeants qu'il fallait redresser ce monde à l'envers qu'avait créé la mobilisation sociale de 1914-1918 par un retour aux « anciennes mœurs » de l'avant-guerre.

Dans ce contexte, les dirigeants français craignaient avant tout de voir grossir les flots de réfugiés, de chômeurs et d'anciens combattants qui remplissaient les rues pendant ce premier hiver de temps de paix : « On ne peut licencier 500 000 femmes, le plus souvent dépourvues de toute ressource, sans courir le risque de dangereuses perturbations », pré-

vint le journaliste Léon Aben-»



IL ÉTAIT UNE FOIS... 1918-1919, LA DÉMOBILISATION DES FEMMES



Sous-payées dans le couture, les « midinettes » déclenchent les premières grandes grèves en avril 1917. Au même moment, à l'Est, les femmes qui demandent du pain et la paix participent en force à la vague révolutionnaire qui fait trembler la bourgeoisie. L'armistice et le retour des hommes vont servir de prétextes pour débaucher en masse.

Courrier du commissaire spécial de Montluçon (03) au sous-préfet daté du 30 novembre 1918.

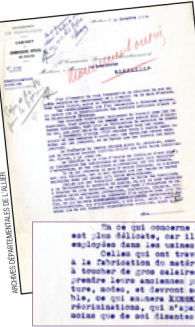
« sour (1). Pour éviter de tels dangers, le ministre de la Reconstruction, Louis Loucheur, accorda un mois de salaire supplémentaire à chaque femme qui quitterait volontairement les arsenaux nationaux et retournerait à ses « travaux de temps de paix ». La condition pour en bénéficier était de quitter l'usine avant le 5 décembre 1918. Mais la démobilisation militaire fut lente en France et les femmes devaient faire face au coût de la vie qui ne cessait d'augmenter.

Au 25 novembre, si peu de femmes avaient quitté leur poste que Loucheur dut modifier sa stratégie: il institua la journée de 5 heures et partagea le travail entre les milliers de femmes qui continuaient à se rendre dans les arsenaux. Comme la journée de 5 heures ne tarda pas à diviser par deux les salaires des femmes, la nouvelle mesure du

ministre déboucha effectivement sur des départs volontaires, mais ne suffit pas à éliminer la main-d'œuvre féminine. Fin décembre, entre 20 et 33 % des ouvrières embauchées durant la guerre étaient toujours payées par l'État (2).

L'industrie privée fit rarement preuve d'une telle sollicitude car, avec le retour de la paix, les femmes étaient devenues une force de travail largement superflue, au moins dans le court terme. À la mi-décembre, les rapports de police sur l'état d'esprit de la rue regorgeaient de commentaires gênés sur la grave misère générée par la démobilisation abrupte des femmes « dont beaucoup ont leur soutien mobilisé et, ne trouvant pas à s'employer par ailleurs, se plaignent amèrement de la situation pénible qui leur est faite ». Pour celles dont les maris ou les frères sont morts ou blessés, ou qui étaient encore assignés à leurs casernes, le mythe du foyer comme refuge ne tenait plus debout: « J'ai travaillé pendant quatre ans dans les usines de guerre et j'y ai laissé ma santé », fit remarquer une ouvrière avec amertume en avril 1919. « Mon mari est toujours à l'armée et je ne tiens plus debout... » (3)

L'usine Citroën de Javel offre un exemple révélateur de la stratégie adoptée par un patron qui licencie dans le court terme quasiment toute sa main-d'œuvre, hommes et femmes confondus, pour changer les équipements et rouvrir à nouveau en vue d'une économie de temps de paix où l'obus sera remplacé par l'auto-



ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE L'ALLIER

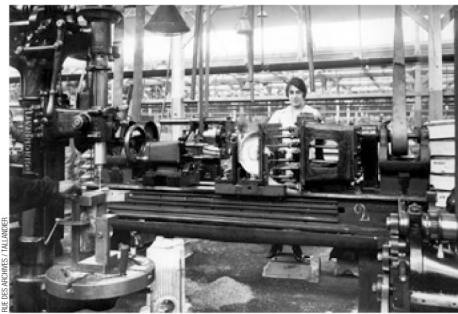


Pour « remettre la société à l'endroit », le pouvoir renvoie les femmes dans leur foyer et à la misère. L'occasion pour les patrons, dont André Citroën, de virer de la main-d'œuvre, le temps d'adapter les usines à une économie de paix.

mobile, la bicyclette, la machine à coudre, les pièces détachées... « Il y a une quantité de fabrications de paix à faire en grosses séries et où la femme peut être utilement employée », déclare André Citroën en janvier 1919. « Quantité de manutentions de pièces légères, qui se faisaient avant la guerre par les hommes, peuvent être désormais confiées au travail féminin... Bien loin de penser à le diminuer, nous craignons de manquer de main-d'œuvre féminine. » Or, pour ce faire, Citroën commença par se débarrasser de la grande majorité de sa main-d'œuvre – 5 000 femmes et 8 400 hommes – qui fut licenciée en janvier avec une indemnité de 200 à 250 francs. Pendant les huit mois qui suivirent, la mission du peu qui restait (3 300 ouvriers hautement qualifiés) était de convertir les ateliers à la production de temps de paix. À l'issue de cette reconversion, l'entreprise réembaucha plusieurs centaines de ses anciennes ouvrières et leur attribua des postes sur les longues chaînes de montage. Mais l'attente fut dure, car la plupart étaient restées désœuvrées, sans travail et quasiment sans source de revenus. « Depuis six ans, mon mari est sous les drapeaux. J'ai trimé pendant la guerre, je travaillais chez Citroën », écrit Mme Martin en avril 1919. « J'y ai sué le sang et laissé jeunesse et santé. Licenciée en janvier, c'est la grande misère. Je mange juste du pain avec mon enfant, attendant qu'on veuille bien me rendre mon mari... » (3)

Des histoires semblables, il y en eut partout en France pendant la démobilisation. Puis, quand la production de temps de paix commença lentement à reprendre, les patrons rappellèrent certaines des femmes qu'ils avaient congédiées si brutalement en 1918-1919, en affichant leur volonté d'employer « toute femme ayant de l'ordre et de l'adresse ainsi que la docilité » à des postes de montage léger, d'opérateur de machine ou de production en série. Par conséquent, la part des femmes dans la main-d'œuvre travaillant dans les industries mécaniques et métallurgiques

IL ÉTAIT UNE FOIS...



REUTERS/PHOTOFEST/ITALANER

en France fut le double en 1921 de ce qu'elle était en 1914. Les chiffres pour Paris sont plus parlants encore, puisque les ouvrières y constituaient 14 % de la main-d'œuvre en 1921, chiffre qui s'accrut régulièrement pour atteindre 20 % à la fin des années 1930. Mais le prix de cette « conquête » féminine fut dur à payer, comme le révèle une enquête sur le chômage à Paris et en banlieue, fin avril 1919: au moins 35 % de la main-d'œuvre de temps de guerre avait été mise à pied toutes catégories confondues. Pour les femmes, le chiffre était de 52 % (2). Si les employeurs jugeaient désormais que les industries mécaniques ne pourraient plus passer de la main-d'œuvre féminine, ils avaient trop bien commenté profiter de l'image de l'ouvrière comme travailleuse « auxiliaire », n'ayant besoin que d'un salaire d'appoint. Ainsi la démobilisation féminine laissa son empreinte durable sur le statut de main-d'œuvre de seconde classe des ouvrières qui, au lendemain de la Première Guerre mondiale, investirent de nouveau les industries auparavant masculines. ✦

LAURA LEE DOWNS
Directrice d'études à l'EHESS et Professeure d'histoire à l'Institut universitaire européen, à Florence.

L'auteure a notamment publié: « L'Inégalité à la chaîne. La division sexuelle du travail dans l'industrie métallurgique en France et en Angleterre », Albin Michel, 2002.

(1) « Le Problème de la démobilisation féminine », de Léon Abensour, « la Grande Revue », janvier 1919.

(2) « L'inégalité à la chaîne. La division sexuelle du travail dans l'industrie métallurgique en France et en Angleterre », de Laura Lee Downs. Albin Michel, 2002.

(3) Courrier des lecteurs du journal socialiste et féministe « la Vague », 22 mai 1919.